

MINISTERE DES MINES  
ET DES CARRIERES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE  
DU CADASTRE MINIER

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté N° 17/229/MMC/SG/DGCM  
portant octroi du permis de recherche  
«YANGASE» à Monsieur GUINDO  
Abdoulaye.

*Visa CF N° 013*

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

*120 NOV, 2017*



- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso ;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Ministre des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement ;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations ;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières ;
- VU l'arrêté n°2017-000135/MMC/SG/DGCM du 07 septembre 2017 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km<sup>2</sup> ;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°17-00589/MMC/SG/DGCM du 30 octobre 2017 portant invite à payer des droits fixés à deux millions (2 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°0313452 du 09-novembre-2017 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de Monsieur **GUINDO Abdoulaye** enregistrée le **23 octobre 2017**.

